



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Des-prix-politiques>

Des prix politiques ?

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1976 à 1987 - Année 1986 - N° 847 - juillet 1986 -

Date de mise en ligne : mercredi 24 juin 2009

Date de parution : juillet 1986

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Beaucoup de lecteurs ont manifesté leur intérêt pour l'article d'André Gorz que j'ai signalé le mois dernier dans le courrier, mais ils se plaignaient de n'avoir pu trouver ni l'original de cet article dans la « Lettre Internationale », ni sa copie tronquée dans le journal des chômeurs. Intitulé « Qui ne travaille pas mangera quand même », ce papier intéresse en effet les distributistes, parce que non seulement l'analyse de la situation actuelle y rejoint parfaitement la nôtre, mais aussi la solution le partage du travail entre tous et la garantie, également à tous, d'un revenu suffisant. Mais la question fondamentale reste : Comment financer les revenus qui ne peuvent plus correspondre à un travail fourni ? Les propositions d'André Gorz reposent d'abord sur une volonté politique. Il ne dit pas exactement qu'il faut d'abord convaincre de la nécessité d'une économie distributive, mais ce qu'il dit est bien l'équivalent :

« C'est le partage du travail et la diminution de sa durée qui doivent être programmés », et il précise : « Une réduction généralisée de la durée du travail avec garantie de revenu suppose donc avant tout une volonté de transformation sociale ».

En prémisses, A. Gorz pose en principe que deux faits imposent leurs conditions : D'abord la productivité ne progresse pas de la même façon dans les divers secteurs d'activité. On ne peut donc pas indexer la durée du travail sur cette évolution dans un secteur donné, ou sur une sorte de productivité moyenne, sans craindre d'intolérables disparités.

Ensuite il faut stimuler ces progrès de la productivité, car ils ne sont pas spontanés. Ils répondent à l'heure actuelle à une contrainte, celle de la concurrence. Donc Gorz pense qu'il faut maintenir cette concurrence stimulante... d'autant plus qu'il paraît impensable aujourd'hui de lui échapper au niveau international. Alors la première des quatre actions politiques que désigne André Gorz est

« a) L'abolition, pour les différentes branches d'activité, d'objectifs à moyen terme d'accroissement de la productivité. »

Autrement dit il faut une planification, et le Plan, élaboré démocratiquement, est un objectif prioritaire dans la politique de l'entreprise.

La seconde est liée :

« b) Une politique de l'emploi qui... incite les travailleurs à se déplacer des activités où l'automatisation est rapide vers celles où elle est lente ou nulle. »

La troisième proposition est fondamentale :

« c) Une réforme des méthodes éducatives et des politiques de formation ». Il s'agit en effet d'agir sur l'éducation pour que l'humanité s'adapte à la mutation qu'elle est en train de subir. Il n'est donc plus question d'apprendre à remplir des tâches que des robots savent déjà ou sauront très vite faire. Il faut donner « la priorité à l'appauvrissement des facultés irremplaçablement humaines. »

La quatrième proposition est présentée comme une refonte du système fiscal destinée à forcer le financement des revenus à verser pour compléter les salaires. Citons André Gorz :

« Les entreprises ne paient que les heures travaillées ; la connaissance des coûts réels de production est donc assurée. La perte de revenu direct résultant de la diminution de la durée du travail est compensée par une caisse de garantie. Cette caisse est alimentée par le prélèvement d'une taxe qui est la manière de la TVA ou de la taxe sur les alcools, les carburants, le tabac, etc., frappera les produits et services selon des taux différenciés. Ce système de taxation freinera donc la baisse continue de prix relatif des productions rapidement automatisables. Elle les frappera d'autant plus fortement que leur élasticité sociale est faible. Les taxes étant déductibles des prix à l'exportation, la compétitivité n'en sera pas affectée. Le revenu réel des personnes, quant à lui, se composera d'un revenu direct (salaire) et d'un revenu social qui, durant les périodes de non-travail, garantira à lui seul un niveau de vie normal.

Un système de prix politiques viendra donc se substituer progressivement au système des prix de marché. Il s'agit d'une extension des pratiques déjà à l'œuvre dans toutes les économies modernes. Toutes corrigent le système des prix de marché par un jeu de taxes (sur les carburants, les voitures, les armes à feu, les produits de luxe etc.) et de subventions (aux transports en commun, productions agricoles, théâtres, hôpitaux, crèches, cantines scolaires etc). Quand les coûts unitaires pour les productions automatisables tendent de devenir négligeables et que leur valeur

Des prix politiques ?

d'échange est menacé d'effondrement, la société doit inévitablement se doter d'un système de prix politiques reflétant ses choix et ses priorités en matière de consommations individuelles et collectives. Finalement, les choix de production devront se faire en fonction de la valeur d'usage (et non de la valeur d'échange) des produits et le système des prix sera l'outil et le reflet de ces choix. De même, le revenu social devra représenter dans une économie très fortement automatisée la source de loin la plus importante de revenu et avoir pour fonction non de répartir la quantité de "travail social, devenu marginale, mais d'assurer la distribution des richesses socialement produites. »

La proposition d'André Gorz a donc cet aspect séduisant de sortir progressivement du système du marché (ce qui est déjà largement amorcé, comme il le fait justement remarquer) sans supprimer la monnaie capitaliste. Séduisant, mais réaliste ?

Une certaine contradiction apparaît tout de suite : Comment imposer aux entreprises une politique d'augmentation de la productivité tout en taxant les produits rapidement automatisables ? Comment imposer un Plan démocratiquement élaboré des entreprises transnationales qui ont les moyens de tourner les lois des États où elles sont implantées ? Comment, en gardant la monnaie capitaliste, empêcher les entreprises de préférer faire des placements monétaires, qui rapportent à leurs actionnaires, plutôt qu'investir afin de réaliser les productions présentant un avantage pour les non-actionnaires ?

Je pensais que la « Commission sur la transition » qu'anime Philippe Le Duigou allait s'emparer de ces propositions d'André Gorz, les décortiquer, les disséquer, bref, les analyser pour la Grande Revue. Hélas, ni Philippe, ni la commission, n'ont donné de leurs nouvelles, depuis longtemps. Mais peut-être qu'André Gorz acceptera de les défendre et de les développer lui-même ici pour nous ?